

# Document

## Vaste programme de privatisations en Grèce (titre de LdC). (03.06)

### **Reuters – 02.06**

Le gouvernement grec a présenté mercredi un plan de privatisations qui devrait conduire l'Etat à vendre une partie du capital de la compagnie ferroviaire nationale et de plusieurs sociétés d'eau et d'immobilier pour récolter plusieurs milliards d'euros au cours des trois prochaines années afin d'assainir les finances publiques.

Athènes conservera cependant sa participation de 34% dans le monopole des jeux OPAP, ses 20% dans l'opérateur de télécommunications OTE et sa majorité de 51% dans le groupe d'électricité PPC, qui gagne de l'argent.

En échange du plan d'aide de 110 milliards d'euros de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), la Grèce s'est engagée à élaborer avant la fin de cette année un plan de privatisations permettant de récolter au moins un milliard d'euros par an sur la période 2011-2013.

*"Nos estimations sont bien supérieures à cela"*, a déclaré le ministre des Finances George Papaconstantinou, après une réunion du conseil des ministres.

*"Notre objectif est de disposer d'un Etat qui garantisse les services publics mais qui, en même temps, profite du dynamisme de l'économie grecque"*, a-t-il ajouté.

Dans le cadre du nouveau plan de privatisations, l'Etat prévoit de vendre 49% de la compagnie ferroviaire déficitaire OSE, 39% de la Poste, 23% de la compagnie d'eau de Thessalonique EYATH et 10% de celle d'Athènes, EYDAP. Ces deux dernières sont déjà cotées en Bourse.

Le gouvernement mise aussi sur une augmentation des recettes tirées du marché du jeu: le monopole de l'OPAP, qui devait expirer en 2020, sera prolongé; l'Etat accordera de nouvelles licences pour des machines à sous; il vendra ses participations dans des casinos et il régulera le marché du jeu en ligne.

Le marché régulé du jeu, qui regroupe l'ensemble des activités de l'OPAP, les courses hippiques, les casinos et les loteries d'Etat, représentait environ 8,7 milliards d'euros l'an dernier.

Le marché du jeu illégal est estimé entre 3,5 et cinq milliards d'euros et représente pour l'Etat un très important manque à gagner en termes de recettes fiscales.